LesEchos.fr

Réforme du travail : faisons confiance aux acteurs de l'entreprise

LES ECHOS | LE 19/10 À 07:00

de Pierre Pringuet

Sept ans après la « grande récession » qui a frappé l'économie mondiale, la France est à la croisée des chemins. En dépit d'un « alignement des astres » exceptionnellement favorable (faiblesse historique des taux d'intérêt et du prix du pétrole, baisse de l'euro), notre croissance reste encore trop faible pour faire reculer de manière significative le chômage.

Dans ce contexte, la priorité du gouvernement doit être de lever au maximum les contraintes qui pèsent sur la création d'emplois : il y a aujourd'hui une prise de conscience collective qu'il est nécessaire de réformer en profondeur notre législation du travail, marquée par sa complexité et une forte insécurité juridique. Or cette réforme du Code du travail est la grande absente de la conférence sociale qui s'ouvre cette semaine.

Pourtant le Premier ministre avait lui-même pris l'initiative de confier une mission en ce sens à Jean-Denis Combrexelle, ancien directeur général du travail. Ses propositions convergent largement avec le constat dressé par des instances aux sensibilités aussi diverses que l'Institut Montaigne, Terra Nova ou la Fondation Jean-Jaurès. L'ensemble de ces rapports préconise de revoir l'architecture de notre législation du travail, ce que les experts appellent « l'inversion de la hiérarchie des normes ».

L'accord d'entreprise doit déterminer en priorité les règles applicables, en particulier s'agissant de temps de travail, d'emploi et de salaire, sous réserve du respect d'un socle de droits fondamentaux. Ces accords collectifs prévaudraient sur le contrat de travail. C'est seulement à défaut d'accord d'entreprise, ou de branche, que s'appliqueraient les dispositions du Code du travail. La loi, comme c'est le cas dans la plupart des grands pays européens, jouerait son vrai rôle : celui de définir l'ordre public social, et non de fixer l'organisation des vestiaires à mettre à disposition des salariés !

Cette refondation ambitieuse du Code du travail suppose toutefois de sortir des logiques d'affrontement et de posture qui marquent encore trop souvent nos relations sociales, en particulier au niveau national. A contrario, la vitalité du dialogue social dans nos entreprises, traduite par la signature de nombreux accords, peut inviter à l'optimisme sur notre capacité à aller vers une véritable culture de la négociation.

Mais l'élargissement de la place de la négociation collective sera sans effet si, dans le même temps, le législateur continue à produire de la norme au même rythme qu'aujourd'hui. Cela implique un moratoire sur tous les projets de complexification.

Enfin, nous, chefs d'entreprise, devons personnellement nous impliquer pour faire bouger les lignes. La négociation collective, que nous pratiquons dans nos groupes depuis longtemps et avec succès, est un levier de performance économique et de progrès.

Nous mesurons la responsabilité qui est la nôtre. Au gouvernement, qui a annoncé son intention de déposer un projet de loi d'ici à la fin de l'année, d'assumer la sienne. D'abord, en élargissant les possibilités de négociation dans tous les domaines qui structurent le fonctionnement de nos entreprises, sans écarter a priori certains sujets. Ensuite, en engageant en parallèle un travail de simplification des dispositions légales, notamment pour supprimer celles qui pénalisent l'emploi. Une réforme qui préserverait l'ensemble des contraintes actuelles, à titre supplétif, n'inciterait pas à l'innovation et au dialogue et n'aurait que peu de sens.

Il est urgent de proposer une loi fondatrice de cette démarche, ambitieuse et sans exclusive. Chefs d'entreprise, engagés dans le développement économique de nos groupes et de l'emploi en France, nous appelons le gouvernement à faire preuve d'audace pour briser les conservatismes de toute part qui minent notre pays depuis trop longtemps.

Pierre Pringuet

Pierre Pringuet, président de l'Afep, et les 113 présidents et directeurs généraux de l'association ●